

Cliquez ici pour voir la [version web](#).

# FRÉDÉRIC PETIT

Député des Français établis à l'étranger  
Allemagne - Europe centrale - Balkans

## Lettre d'information

Mai 2020

Edition spéciale  
épidémie coronavirus



Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens,

Extraordinaire initiative franco-allemande présentée ce lundi 18 mai par Angela Merkel et Emmanuel Macron !

Durant ces dernières semaines d'incertitude personnelle sur le moteur franco-allemand et ses fragilités structurelles, seuls me gardaient optimiste quelques signaux faibles, perçus dans ma circonscription (Allemagne, Europe centrale et Balkans) et une conviction historique, parfois à rebours des ambiances générales : la France ne renoncera pas à ses réformes, l'Allemagne ne lâchera pas l'Europe.

Cette initiative peut constituer un vrai tournant dans la construction européenne. Un économiste berlinois la compare même à la décision de Hamilton en 1790 et son impact sur la construction des Etats-Unis (« Möglicherweise haben wir einen Hamilton-Moment erlebt »).

Quelles peuvent en être les prochaines étapes ? Bien entendu, le Conseil européen du mois de juin. Les cassandres annoncent déjà son échec. Je n'y crois pas, pour deux raisons.

Tout d'abord, l'Allemagne ne s'engage pas à reculer ; Non, Mme Merkel n'a pas cédé à M. Macron ! L'Allemagne n'a d'ailleurs jamais refusé d'être solidaire avec ses voisins européens. Elle le fait à sa manière, 'allemande' justement, où l'on est plus attaché à la cohésion qu'à l'unité. « Je ne suis pas d'accord avec toi, cela met à mal éventuellement notre unité, mais cela ne remet pas en cause notre volonté de cohésion quand elle est nécessaire ». L'Allemagne a conscience que ces investissements européens communs lui sont indispensables. Elle en a besoin en particulier dans les domaines des infrastructures environnementales, du numérique, des secteurs où elle sait qu'elle ne peut rien toute seule. L'Allemagne va donc porter cette proposition avec force lors du prochain Conseil.

Deuxième raison : cette initiative, à la différence de beaucoup d'autres précédentes, ne se prêtera plus à une neutralité intéressée des pays d'Europe centrale et des Balkans. Ils sont trop concernés, certains sont en campagne électorale et ne pourront plus regarder ailleurs. Voter contre serait trop difficile à assumer face à leurs opinions publiques, et à certains de leurs opposants habituels. En rugbyman avisé, je dirais que cette initiative est un contre-pied redoutable. Il est même envisageable que cette initiative franco-allemande constitue un moment clef de certaines campagnes électorales en cours.

Certes, les résultats du Conseil ne sont pas acquis d'avance, mais les forces en présence sont profondément différentes.

Enfin, si la proposition de dette commune européenne semble être la mesure-phare du plan de relance proposé par Mme Merkel et M. Macron, nous aurions tort de négliger de nombreux autres points forts, en particulier la transition vers une économie durable ainsi que l'affirmation d'une souveraineté européenne 'vers l'extérieur'.

Nous devons désormais accompagner cette initiative afin que le Conseil européen du mois de juin soit à la hauteur des espoirs que cette initiative a réveillé chez beaucoup d'entre nous.

Je serai, pour ma part sur le terrain, dans ma circonscription, pour la porter.